

## Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 15 février 2019

### Présents

Bruno Loustalet  
Yannick Semay  
Philippe Guillard  
Valérie Berger  
Guy Caplat  
Nicolas Zimerli  
Marie Paule Dupuy-Roudel  
Suzanne Borrel-Jeantan  
Christian Julian

### Excusé

Sabine Basili  
Serge Manié  
Josiane Brignone

### Pouvoirs

Jean-Michel Thuot  
(Pouvoir à B. Loustalet)  
Kamel Mohammadi  
(Pouvoir à Y. Semay)  
Audrey Duprat  
(Pouvoir à C. Julian)

L'an deux mil dix-neuf, le quinze février à 20 heures, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Guy CAPLAT

M le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le vendredi quinze février 2019, à 20h00  
Enregistrement intégral sans pause»

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement émise le 10 février 2019 par courriel, de l'Association Uthil Avant Tout.

### 1. Compte rendu de la précédente réunion :

L'assemblée n'ayant pas de remarques, le Compte-Rendu précédent est approuvé.

### 2. Finances

Madame Dupuy-Roudel présente les différents comptes de la Mairie : le compte Administratif du budget principal 2018, le compte de gestion 2018, l'affectation des résultats du budget principal, le compte Administratif du budget annexe Assainissement 2018, le compte de gestion du budget annexe Assainissement 2018, et l'affectation des résultats du budget annexe Assainissement 2018.

M. Guillard explique que les recettes de garderie sont globalement en augmentation, en termes de fréquentation.

Madame Dupuy-Roudel explique que l'investissement est en déficit car il y a eu l'investissement sur les portes des écoles qui a coûté cher, plus l'installation des TBI.

M Zimerli demande pourquoi la commune a perdu 3 000€ de taxes d'habitation alors que la ville est en augmentation d'habitation.

Madame Dupuy-Roudel répond que la demande a été faite car il a été convenu que les communes seraient compensées par l'État. Il est possible que ces remboursements arrivent dans peu de temps car les paiements sont en retard, en 2017 et précédemment, les virements se faisaient autour d'Octobre et en 2018, les virements ont été faits fin décembre.

L'Assemblée n'ayant pas d'autres questions, Madame Dupuy-Roudel passe à la lecture du projet des délibérations.

# Comptes Administratifs 2018

CM 15/02/20189

## Budget Principal Section de Fonctionnement

CM 15/02/2019

### Produits et Dotations (€)

Impact sur la section de fonctionnement  
La baisse de la DGF et l'augmentation  
prélèvements liés au FPIC.

FPIC : cumul 185,932€ en 5 ans

DGF : manque à gagner cumulé 136,722€  
en 5 ans / DGF 2013.

Atténués par la Solidarité Communautaire  
167,691€ sur 5 ans.

Le reste à charge est supporté par le BP  
154,963€ sur 5 ans.

	2014	2015	2016	2017	2018
D Atténuation de produits FPIC	21,435	20,306	44,759	50,141	49,291
% Evolution		-5%	120%	12%	-2%
R Evolution DGF	85,084	69,408	54,292	42,938	36,976
R Dotation de solidarité rurale	10,240	10,341	10,637	11,479	12,137
Total	95,324	79,749	64,929	54,417	49,113
% Evolution		-16%	-19%	-16%	-10%
R Attribution de compensation	46,281	46,281	46,281	46,281	46,281
R DSC Communautaire	44,085	43,508	98,238	98,884	103,401
Total	90,366	89,789	144,519	145,165	149,682
% Evolution		-1%	61%	0%	3%
Total recettes	185,690	169,538	209,448	199,582	198,795
Situation nette (R-D)	164,255	149,232	164,689	149,441	149,504

20h10 : Arrivée de Madame Valérie Berger.



## Budget Principal – Fonctionnement détail (€)

	2015	2016	2017	2018
<b>Dépenses</b>				
C11 Charges a caractère général	202,316.62	221,464.25	214,779.10	202,354.77
C12 Charges de personnel	253,014.96	275,783.93	302,064.26	278,532.94
<b>Recettes</b>				
Redevances a caractère social	14,059.64	14,229.97	15,268.04	10,501.59
Redevances périscolaires	66,875.50	75,151.00	79,558.20	79,187.40

Dépenses  
Diminution Vs 2017 des charges à caractère général.  
Charges de personnel diminuées par le changement de personnel et à la semaine des 4 jours.  
Recettes  
Diminution suite à l'arrêt du périscolaire.



## Budget – Principal - Fonctionnement 2015 – 2018 (€)

Une CAF largement supérieure à 2017 due au:

- Maintient de la solidarité communautaire
- Efforts de la commune à contrôler les coûts
- Gros investissements sécuritaires et économies d'énergie réalisés en 2018.

Dans le contexte, l'évolution de l'affectation du résultat de l'année N-1 reste favorable.

	2015	2016	2017	2018
<b>Dépenses</b>				
Budgété	835,208.00	950,364.10	1,005,103.39	1,077,460.97
Réalisé	653,706.00	687,075.98	703,099.23	<b>657,086.35</b>
<b>Recettes</b>				
Budgété	655,737.00	740,075.69	729,298.38	734,147.88
Réalisé	690,723.84	749,605.46	770,607.31	<b>761,204.78</b>
CAF	37,017.84	62,529.48	67,508.08	<b>104,118.43</b>
	2015 => 2016	2016 => 2017	2017 => 2018	2018 => 2019
Affectation du résultat	210,288.41	275,805.01	343,313.09	<b>447,431.52</b>

# Budget Principal Section d'Investissement

CM 15/02/2019

## Budget Principal – Investissements (€)

Gros investissements réalisés

sur l'école:

- Portes
- Câblages, tableaux TBI
- Electricité aux normes
- APAVE mise aux normes

Rappel

2015 Emprunt AFL renégocié.

	2015	2016	2017	2018
<b>Dépenses</b>				
Budgété	541,548.55	398,026.94	225,954.50	495,732.04
Réalisée	384,470.28	313,531.20	139,867.05	<b>237,169.68</b>
<b>Recettes</b>				
Budgété	756,479.35	151,602.38	117,115.04	484,960.35
Réalisée	712,719.73	144,169.82	41,799.28	<b>179,863.10</b>
Résultat de l'exercice				<b>-57,306.58</b>
	2015 => 2016	2016 => 2017	2017 => 2018	2018 => 2019
Affectation du résultat	278,200.84	108,839.46	10,771.69	<b>-46,534.89</b>

### DELIBERATION 19.02.01 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL 2018

**Rapporteur : Marie-Paule DUPUY-ROUDEL**

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Principal 2018.

Vu l'avis de la Commission Finances du 28 janvier 2019,

Le Conseil,

Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte Administratif du Budget Principal 2018.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

Pour	12
Contre	0
Abstention	0

**DELIBERATION 19.02.02 : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET PRINCIPAL 2018**

**Rapporteur** : Marie-Paule DUPUY-ROUDEL

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte de Gestion du Budget Principal 2018.

Vu l'avis de la commission finances du 28 janvier 2019,

Le Conseil,

Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte de Gestion du Budget Principal 2018.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**DELIBERATION 19.02.03 : AFFECTATION DU RESULTAT DU BUDGET PRINCIPAL 2018**

**Rapporteur** : Marie-Paule DUPUY-ROUDEL

Sur proposition de Madame le Rapporteur,

Vu l'avis de la Commission Finances du 28 janvier 2019,

Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 104 118.43 €uros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 343 313.09 €uros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 447 431.52 €uros.

Le résultat d'investissement de l'exercice s'élève à - 57 306.58 €uros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 10 771.69 €uros et le résultat d'investissement cumulé s'élève à -46 534.89 €uros

Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation à l'excédent de fonctionnement reporté F/R 002 : 447 431.52 €uros.

. Affectation au déficit d'investissement reporté: -46 534.89€uros,

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**DELIBERATION 19.02.04 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2018**

**Rapporteur : Marie-Paule DUPUY-ROUDEL**

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Annexe (Assainissement) 2018.

Vu l'avis de la commission Finances du 28 janvier 2019,

Le Conseil,

Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte Administratif du Budget Annexe (Assainissement) 2018.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0



## Budget Annexe – M49 Section d'Exploitation

CM 15/02/2019



## Budget Annexe M49 - Exploitation (€)

	2015	2016	2017	2018
Stable, peu d'écritures comptables.	<b>Dépenses</b>			
	Budgété	4,710.00	9,375.05	25,454.36
	Réalisée	389.88	222.56	9,126.10
				15,038.51
	<b>Recettes</b>			
	Budgété	4,781.64	5,055.44	16,301.51
	Réalisée	4,781.13	5,055.80	14,633.15
				378.61
	Résultat de l'exercice			5,993.31
		2015 => 2016	2016 => 2017	2017 => 2018
				2018 => 2019
Affectation du résultat	4,319.61	9,152.85	14,659.90	20,653.21



## Budget Annexe – M49 Section d'Investissement

CM 15/02/2019



## Budget annexe M49 - Investissements (€)

	2015	2016	2017	2018
<ul style="list-style-type: none"> <li>3 situations reçues dont 2 payées sur 2018.</li> <li>Subventions département et agence de l'eau reçues</li> <li>Emprunt mobilisé à hauteur de €200K sur 2018</li> </ul>	<b>Dépenses</b>			
	Budgété	18,583.64	79,582.44	227,124.25
	Réalisée	6,831.13	61,425.66	32,648.50
				2,133,818.81
	<b>Recettes</b>			
	Budgété	13,706.49	70,564.29	408,126.62
	Réalisée	10,972.13	61,689.24	7,317.72
				2,117,769.76
	Résultat de l'exercice			343,316.71
		2015 => 2016	2016 => 2017	2017 => 2018
				2018 => 2019
Affectation du résultat	9,018.15	9,281.73	-16,049.05	327,267.66

**DELIBERATION 19.02.05 : APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2018**

**Rapporteur** : Marie-Paule DUPUY-ROUDEL

Madame le rapporteur présente au Conseil Municipal le Compte de Gestion du Budget Annexe (Assainissement) 2018.

Vu l'avis de la commission Finances du 28 janvier 2019,

Le Conseil,

Entendu les explications de Madame le rapporteur,

Approuve le Compte de Gestion du Budget Annexe (Assainissement) 2018.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**DELIBERATION 19.02.06 : AFFECTATION DES RESULTATS DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT 2018**

**Rapporteur** : Marie-Paule DUPUY-ROUDEL

Sur proposition de Madame le Rapporteur,

Vu l'avis de la Commission Finances du 28 janvier 2019,

Madame le Rapporteur expose au Conseil Municipal que le résultat d'exploitation de l'exercice du budget assainissement s'élève à 5 993.31 €uros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 14 659.90 €uros et le résultat d'exploitation cumulé s'élève à 20 653.21 €uros.

Le résultat d'investissement de l'exercice du budget assainissement s'élève à 343 316.71 €uros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à -16 049.05 €uros et le résultat d'investissement cumulé s'élève à 327 267.66 €uros.

Il convient de procéder à l'affectation de ces résultats.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil, décide d'affecter ce résultat comme suit :

Affectation à l'excédent d'exploitation reporté F/R 002 : 20 653.21 €uros.

Affectation à l'excédent d'investissement reporté : 327 267.66€uros,

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0




## Documents annexes

### Etat de la dette (€)

Etat de la dette extinction de la dette en 2026	Capital	Annuité	Dont. Amort Var.	Annuité
Remboursement du prêt « Travaux divers (2003) » en 2018	2017	587,957.67	48,442.39	45,261.66
	2018	542,696.01	47,698.40	45,194.73
	2019	497,501.28	42,100.71	40,160.56
Remboursement du prêt « extension de l'école (2005) » en 2020	2020	457,340.72	38,851.59	37,350.29
	2021	419,990.43	35,582.95	34,390.12
	2022	385,600.31	35,327.52	34,390.12
Remboursement du prêt « réaménagement place (2015) en 2025	2023	351,210.19	35,068.72	34,390.12
	2024	316,820.07	34,811.52	34,390.12
	2025	282,429.95	34,552.03	34,390.12
Reste à courir (2064) amortissement du BEA (virement annuel de 6360€ (loyer) en section de fonctionnement du BP)	2026	248,040.00	6,360.00	6,360.00
	2027	241,680.00	630.00	6,360.00

### Taxes 2015 – 2018 (€)

Changement de la rétrocession de la TH, il n'y a plus d'effet levier pour les communes

	2015	2016	2017	2018
Evolution des bases  scales	0.90%	1.00%	1.00%	1.00%
Taux communal TH	13.52%	13.52%	13.68%	13.68%
Taux communal TF	13.33%	13.33%	13.33%	13.33%
Taux communal TFNB	58.13%	58.13%	58.13%	58.13%
<b>Produit : TH-TF-TFNB</b>	<b>348,697.19</b>	<b>356,093.00</b>	<b>366,498.00</b>	<b>363,603.00</b>

### **3. ÉVOLUTION INDICIAIRE DES INDEMNITES DES ELUS**

#### **DELIBERATION 19.02.07 : ÉVOLUTION INDICIAIRE DES INDEMNITES DES ELUS**

M. le Maire donne lecture du projet de délibération.

M. le Maire expose à l'Assemblée que l'évolution indiciaire des élus est obligatoire.

M. Guillard explique que le logiciel Berger-Levrault a appliqué le décret lors d'une mise à jour automatique alors que les salaires étaient déjà faits

M. Guillard explique que dans une note du 9 janvier 2019, la DGCL rappelle que « *les délibérations indemnitaires faisant référence à l'indice brut terminal de la fonction publique demeurent juridiquement valables et permettent l'application de la nouvelle valeur de référence* ». En revanche, « *pour les délibérations indemnitaires faisant référence à l'ancien indice brut terminal 1022 ou à des montants en euros, une nouvelle délibération est nécessaire* ».

M. Julian est étonné que l'indice des fonctionnaires reste gelé alors que celui des élus augmente.

M. Guillard précise que la revalorisation indiciaire a aussi eu lieu pour les catégories C.

#### **Rapporteur : Bruno Loustalet**

Monsieur le Maire rappelle la délibération n° 14.04.09 du 10 avril 2014 fixant les indemnités de fonction versées au Maire, à ses Adjoints et aux Conseillers Municipaux délégués, sur la base d'un pourcentage de l'indice brut 1015.

Il expose à l'Assemblée que le décret n° 2017-1737 du 21 décembre 2017 (applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019) a fait passer l'indice brut terminal de la fonction publique, qui sert au calcul des indemnités de fonction des élus locaux, de 1022 à 1027.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Décide de fixer le montant des indemnités pour les exercices effectifs des fonctions de Maire, d'Adjoints au Maire et aux Conseillers municipaux délégués :

- Indemnité du Maire : 43 % de l'indice terminal brut en vigueur. Considérant l'article L.2123-24, Monsieur le Maire renonce à une partie de ses indemnités. L'indemnité de Monsieur le Maire est fixée à 28 % de l'indice terminal brut en vigueur
- Indemnité des Adjoints : 16,50 % de l'indice terminal brut en vigueur
- Indemnité des Conseillers Municipaux en charge d'une délégation spéciale : 3 % de l'indice terminal brut en vigueur

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

<i>Pour</i>	10
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	2

#### **4. ACCEPTATION D'UN LEGS**

M. le Maire donne lecture du projet de délibération. Il remercie à titre posthume Mme Ruault pour sa générosité et rappelle à l'Assemblée que la commune avait déjà bénéficié d'un legs. Il propose que la future halle couverte de la ville porte le nom des deux bienfaitrices. Il précise aussi qu'après règlement des frais de succession, la commune devrait bénéficier d'environ 270 000€.

M. Zimerli demande à quelle date Madame Ruault a vécu sur Thil. M. le Maire répond qu'après recherches, personne ne sait quel est le lien de Mme Ruault avec la commune.

#### **DELIBERATION 19.02.08 : ACCEPTATION D'UN LEGS**

**Rapporteur : Bruno Loustalet**

Monsieur le Maire rappelle que suite au décès de Madame Marcelle RUAULT née LYAUDET intervenu le 7 décembre 2018 à NICE, la commune a été désignée bénéficiaire du contrat d'assurance vie souscrit par cette personne auprès de PREDICA, compagnie d'assurance-vie du CREDIT AGRICOLE. La valorisation du contrat est de 566 192,81 € au jour du décès.

La compagnie d'assurance a pris contact avec la mairie pour organiser le versement des primes au bénéfice de la commune. Un dossier de règlement comportant notamment un certificat d'acquiescement ou d'exonération des droits (cerfa 2738), une demande de prestation et la décision de la commune d'accepter le legs doit être constitué auprès de l'assureur.

Il est demandé au conseil municipal de déléguer pour accepter le legs et d'autoriser le maire à constituer le dossier et signer tout acte relatif au versement de cette assurance-vie.

**Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide:**

- 1) D'accepter le legs lié au versement de l'assurance-vie souscrite par Madame RUAULT auprès de PREDICA et dont la commune est désignée bénéficiaire par la défunte ;
- 2) D'autoriser Monsieur le Maire à constituer le dossier de demande de versement auprès de l'assureur, et plus généralement à signer tout acte relatif au versement de cette assurance-vie.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

#### **5. CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE VOIRIE**

M. le Maire précise qu'il s'agit de renouveler la convention d'achat public pour des travaux de voiries réseaux divers et signalisation puisque le marché initial vient à expiration cette année. Eiffage avait remporté le marché et la mise en concurrence doit être faite en 2019. Grâce à cette mise en concurrence faite par la CCMP, les communes peuvent bénéficier de tarifs fixes.

M. le Maire donne lecture du projet de délibération.

**DELIBERATION N° 19.02.09 : GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA REALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIE, RESEAUX DIVERS ET DE SIGNALISATION HORIZONTALE**

**Rapporteur** : Bruno Loustalet

Monsieur le rapporteur rappelle la délibération n°15.01.05 du 19 janvier 2015 relative au Groupement de commandes voirie Travaux de voirie – Réseaux divers et de Signalisation horizontale organisé par la CCMP agissant en tant que coordonnateur du groupement de commandes des communes adhérentes de l'EPCI.

Le marché arrivant à échéances en juillet 2019, la CCMP relance une consultation en avril prochain afin d'en assurer la continuité.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention avec la CCMP

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES  
POUR LA PASSATION D'UN MARCHÉ À BONS DE COMMANDES  
POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE, RÉSEAUX DIVERS,  
ET SIGNALISATION HORIZONTALE  
POUR CHACUN DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics

- La commune de BEYNOST, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du..... ;
  
- La commune de MIRIBEL, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du..... ;
  
- La commune de NEYRON, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du..... ;
  
- La commune de SAINT MAURICE DE BEYNOST, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du..... ;
  
- La commune de THIL, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 15 Février 2019..... ;
  
- La commune de TRAMOYES, représentée par son Maire, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du..... ;
  
- La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (CCMP), représentée par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire en date du

Conviennt ce qui suit :

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Les communes de Beynost, Miribel, Neyron, Saint-Maurice-de-Beynost, Thil, Tramoyes et la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau conviennent, par la présente convention, de se grouper, conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics, pour la passation d'un marché à bons de commande **pour des travaux de voiries, réseaux, divers (lot 1) et signalisation horizontale (lot 2),**

À cet égard, la présente convention précise les modalités de fonctionnement du groupement ainsi que les obligations respectives de chacune des parties

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

## ARTICLE 2 – DESIGNATION ET ROLE DU RESPONSABLE

### 2.1 Désignation du coordonnateur

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, ci-après « le coordonnateur », est désignée par l'ensemble des membres du groupement comme coordonnateur, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

### 2.2 Missions du coordonnateur

Conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le coordonnateur est chargée de procéder, dans le respect des règles prévues par l'ordonnance précitée et son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016, à l'organisation de l'ensemble des opérations relatives à la dévolution des marchés visés en objet.

Conformément à l'article 28-II de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il est confié au coordonnateur la charge de mener la procédure de contractualisation.

En ce sens, il a pour missions :

- de recenser et de définir les besoins des membres du groupement;

- d'élaborer les pièces de la consultation conformément aux règles suscitées en lien avec les membres du groupement et l'Assistant à Maitrise d'Ouvrage (AMO)
- d'arrêter le mode de consultation conformément aux règles énoncées à travers l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- d'organiser, dans le respect des dispositions suscitées, l'ensemble des opérations de passation des marchés : envoi de l'avis de publicité, publication du DCE, ouverture des plis, jugement des offres, organisation et conduite de l'analyse des candidatures et des offres, organisation de l'attribution du marché par le coordonnateur ;
- de procéder à d'éventuelles mises au point des marchés ;
- de rédiger le rapport de présentation du marché conformément à l'article 105 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et retenir l'offre la mieux-disante après avoir recueilli le vote de la commission d'appel d'offres constituée à cet effet.
- d'informer les candidats du résultat de la mise en concurrence.
- de transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à la notification des marchés ;

La mission du responsable s'arrêtera à la désignation du titulaire du ou des marchés si allotissement.  
**Chaque maître d'ouvrage aura en charge la notification et l'exécution de ses marchés.**

D'une façon générale, le coordonnateur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les marchés conclus dans le cadre de ce groupement répondent au mieux aux objectifs de performance en matière de commande publique, en favorisant notamment la réalisation d'économie d'échelle et d'association

### **ARTICLE 3 – MEMBRES DU GROUPEMENT**

Le groupement de commandes est constitué par les communes membres de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau, et la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau dénommés « membres » du groupement de commandes, signataires de la présente convention.

Chaque membre du groupement s'engage à

- Communiquer au coordonnateur une évaluation de ses besoins préalablement au lancement de la procédure d'appel d'offres ;
- Participer à l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- Prendre connaissance et valider les documents de la consultation dans les délais fixés par le coordonnateur :
  - ✓ Règlement de la Consultation (critères d'attribution)
  - ✓ Cahier des Charges ;
  - ✓ Bordereau des Prix ;
  - ✓ Actes d'Engagement.....
- Signer le marché correspondant à ses besoins propres avec l'attributaire commun retenu par le coordonnateur du groupement de commandes ;
- Lui en notifier les termes ;
- Respecter le choix du titulaire du marché correspondant à ses besoins propres tels que déterminés dans le cahier des charges de la consultation ;
- Assurer la bonne exécution de ce marché ;
- Assurer le paiement des prestations correspondantes ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation du marché le concernant ;



- De participer financièrement aux frais de fonctionnement du groupement de commande conformément à l'article 6 de la présente convention

#### **ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE DÉVOLUTION DES PRESTATIONS**

Pour ce qui concerne la publicité et les seuils, les règles de passation des marchés sont celles applicables aux marchés des collectivités locales conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 et au décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

L'avis d'appel public sera commun aux membres du groupement et porté à la connaissance du public au moyen des supports suivants :

- Plateforme de dématérialisation des marchés publics de la CCMP
- Le B.O.A.M.P.
- Le JOUE si la procédure l'exige

#### **ARTICLE 5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)**

Conformément à l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT) une commission d'appel d'offres sera instituée. Elle sera composée d'un représentant élu de la commission d'appel d'offres de chaque membre du groupement ayant voix délibérative. Pour chaque membre titulaire peut être prévu un suppléant.

La présidence de la commission d'appel d'offres sera assurée par le représentant du coordonnateur du groupement de commandes.

Le Président de la commission d'appel d'offres pourra désigner des personnalités compétentes en la matière qui fait l'objet de la consultation. Celles-ci sont convoquées et peuvent participer avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres

La commission d'appel d'offres peut également être assistée par des agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

#### **ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

##### **Article 6.1 Indemnisation du coordonnateur**

La mission du coordonnateur est exclusive de toute rémunération.

Toutefois le coordonnateur est indemnisé des frais afférents au fonctionnement du groupement par une participation financière versée par les membres.

Le coordonnateur adressera après la publication de l'avis d'attribution du marché une demande de remboursement chiffrée et détaillée à chacun des membres du groupement. En l'absence de contestation dans les 30 jours le coordonnateur émettra les titres de recette correspondants. La participation est due au coordonnateur au plus tard dans les 2 mois à compter de la date d'émission du titre de recette.

#### **Article 6.2 Calcul et montant estimé de la participation financière**

La Communauté de Communes de Miribel et du Plateau prendra 50 % du montant des frais afférents au groupement.

La part restante sera répartie au prorata de la population DGF 2018 de chacun des autres membres du groupement.

Membres du groupement	Population DGF 2018	
Miribel	9 721	40,89%
St Maurice	4 020	16,91%
Beynost	4 675	19,66%
Neyron	2 541	10,69%
Tramoyes	1 725	7,26%
Thil	1 093	4,60%

Les frais afférents au fonctionnement du groupement sont estimés à 8 500 € (Assistance à maîtrise d'ouvrage-avis d'appel public à la concurrence et avis d'attribution....).

Les frais liés aux éventuelles procédures précontentieuses et contentieuses relatives à la phase de consultation seront pris en charge directement par le coordonnateur, et répartis entre les membres du groupement selon la même répartition.

Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses relatives à l'exécution des marchés, seront pris en charge par chacun des membres, pour les contentieux et précontentieux qui leur seraient propres.

#### **ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ DU COORDONNATEUR ET DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur est responsable à l'égard des membres du groupement de la bonne exécution des missions énumérées à l'article 2.2 de la présente convention.

En cas de litige afférent à la passation des marchés, le coordonnateur est habilité à représenter en justice le groupement.

Chacun des membres du groupement sera responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention pour les obligations dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte. Il n'y a ainsi aucune solidarité entre les membres du groupement pour l'exécution des marchés objet de la présente convention.

#### **ARTICLE 8 – DURÉE DE CONVENTION**

La présente convention prendra effet dès lors qu'elle aura revêtu un caractère exécutoire pour toutes les parties. La présente convention est conclue pour une durée allant jusqu'au terme des missions confiées au coordonnateur.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

Conformément à l'article 142 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour tout litige pouvant naître de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable, et autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, les membres du groupement feront appel à une mission de conciliation du tribunal administratif dans le cadre des dispositions de l'article L.211-4 du Code de Justice administrative.

À défaut, la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Lyon.

Conformément à l'article 2.4, le coordonnateur est habilité à représenter le groupement de commande pour tout litige afférent à la passation des marchés. Il en informe obligatoirement les membres du groupement, lesquels peuvent être sollicités pour la communication de pièces. Le coordonnateur communique les mémoires contentieux aux autres membres du groupement et sollicitent leur avis sur la stratégie juridique à adopter.

S'agissant des litiges opposant un des trois membres du groupement au cocontractant, chaque membre du groupement sera habilité à agir en justice, la présente convention ne produisant plus d'effet sur ce point.

Fait en 7 exemplaires

A Miribel, le

Madame la Maire de la commune de Beynost

Madame la Maire de la commune de Miribel

Monsieur le Maire de commune de Neyron

Monsieur le Maire de la commune de Saint-Maurice-de-Beynost

Monsieur le Maire de la commune de Thil

Monsieur le Maire de la commune de Tramoyes

Le Président de la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau

## **6. FINANCES**

M. le Maire rappelle que sur demande de M. le Trésorier Principal la commune avait pris deux décisions modificatives pour pouvoir régler la participation de la commune à la STEP des Iles. Il rappelle aussi que le montage financier n'avait pas été correctement fait. En effet, la commune avait au départ imputée ces dépenses en section d'investissement alors que sur le budget annexe assainissement, il est impossible de subventionner ces travaux.

M. le Maire donne lecture du projet de la délibération.

### **DELIBERATION N° 19.02.10 : ANNULATION DES DECISIONS MODIFICATIVES PRISES SUR LE BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

**Rapporteur : Bruno LOUSTALET**

M. le Maire rappelle les deux décisions modificatives N° 4 et 5 du Budget annexe Assainissement prises lors du conseil municipal du 17 janvier 2019 pour régler la participation de la commune à la STEP des Iles.

En raison de crédit suffisant et prévu sur 2019, les décisions modificatives n°4 et 5 du Budget annexe Assainissement n'ont plus lieu d'être.

Les factures émises par la 3CM sont payées sur le budget 2019.

Le Conseil,

Oùï les explications de M. le Maire,

Décide que :

- En raison du paiement des factures sur le budget 2019,
- En raison des crédits ouverts sur le Budget annexe Assainissement,
- Les décisions modificatives n°4 et 5 du Budget annexe Assainissement sont annulées,

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

## **7. REPAS DES AINES**

M. le Maire rappelle que la commune invite les Aînés à un repas festif.

M. le Maire donne lecture du projet de la délibération.

### **DELIBERATION N° 19.02.11 : REPAS DES PERSONNES AGEES**

**Rapporteur : Bruno LOUSTALET**

Monsieur le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que chaque année, il est organisé un repas au profit des personnes âgées de la commune.

Il convient d'en valider les modalités et le financement.

Le Conseil,

Oùï les explications de Monsieur le Rapporteur,

Décide que :

- les personnes ayant 70 ans et plus au 31 décembre de l'année N-1 bénéficieront de la gratuité,
- pour le conjoint de moins de 70 ans : 20,00 €
- pour les autres personnes : 28,00 €

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

#### **8. QUESTIONS DIVERSES**

M. le Maire annonce la date du prochain Conseil Municipal qui aura lieu le 1<sup>er</sup> avril à 20h30.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,  
Fin de la séance du Conseil Municipal  
En Mairie de Thil  
Le vendredi 15 février 2019 à 20h48.  
Stopper l'enregistrement»